



Réussir en Inde

Les femmes
s'évertuent à
faire tomber
les obstacles
à la création
d'entreprise

Ashlin Mathew

Rupali Shinde a pu agrandir
l'entreprise familiale grâce à un prêt
de la fondation Mann Deshi.



Radhika Baburao Shinde n'avait que 12 ans quand elle a été mariée à un chauffeur de camion de 10 ans son aîné et envoyée vivre avec son époux auprès de sa belle-famille dans la région très aride de Satara, à 330 kilomètres au sud-ouest de Bombay. Elle a quitté l'école pour devenir ouvrière agricole dans l'exploitation familiale.

Pour ses enfants, une fille et deux garçons, Shinde a voulu une vie meilleure. Dans les villages indiens, où il est estimé que 833 millions de personnes vivent avec moins de 3,20 dollars par jour, ce sont généralement les femmes comme Shinde qui doivent prendre soin des enfants et veiller à ce qu'ils mangent à leur faim.

PHOTO: FONDATION MANN DESHI

En 2014, une rencontre fortuite lui a permis de briser le cercle vicieux de la pauvreté. La Fondation Mann Deshi, qui, moyennant une somme symbolique, propose des formations commerciales aux femmes en milieu rural et leur prête de l'argent, est arrivée dans son village. Shinde a suivi 120 heures de cours de couture et acquis les connaissances nécessaires pour créer sa petite entreprise et offrir ses services au voisinage, en complément de son travail à la ferme. Elle a pu ainsi consacrer l'équivalent de 5 dollars par mois à ses enfants, une somme considérable dans une région où le revenu médian des ménages était inférieur à 70 dollars.

Sa belle-famille n'a pas apprécié, ne voulant pas que sa nouvelle activité la détourne des travaux agricoles.

« Nous nous sommes beaucoup disputés, mais ils ont fini par accepter », se rappelle-t-elle.

Taux d'activité

Dirigée par des femmes, la Fondation Mann Deshi a été créée dans les années 90 et fait partie des organisations qui s'efforcent de supprimer les obstacles sociaux, juridiques et économiques à l'entrepreneuriat féminin en Inde. Malgré le rythme soutenu de la croissance, les fortes inégalités économiques entre les hommes et les femmes demeurent très tenaces, avec à la clé un gâchis dramatique en termes de potentiel humain, qui a sapé les efforts de lutte contre la pauvreté dans le deuxième pays le plus peuplé de la planète.

L'indice peut-être le plus explicite de la situation des femmes indiennes est leur taux de participation à la population active, d'à peine 27 % en 2017. Avec un taux d'activité féminin environ trois fois inférieur à celui des hommes, l'Inde se classe à la 120^e place sur 131 pays selon les données de la Banque mondiale. Le bilan concernant l'entrepreneuriat féminin n'est pas plus satisfaisant : d'après le sixième recensement économique, effectué en 2014, seulement 14 % environ des femmes indiennes sont propriétaires ou gérantes d'une entreprise. Plus de 90 % des entreprises dont le chef est une femme sont des microentreprises et environ 79 % sont autofinancées.

En mars de l'année dernière, Annette Dixon, vice-présidente de la Banque mondiale pour l'Asie du Sud, a déclaré que les femmes indiennes représentaient à peine 17 % du PIB de leur pays, un chiffre inférieur de plus de moitié à la moyenne mondiale. D'après ses estimations, si seulement la moitié des Indiennes travaillaient, le rythme annuel de la croissance progresserait de 1,5 point, à environ 9 %.

Dans le Rapport mondial 2018 sur la parité entre hommes et femmes du Forum économique mondial,

149 pays sont classés selon quatre critères : participation et opportunités économiques, niveau d'instruction, santé et survie et émancipation politique (voir « Pleins feux » dans ce numéro de *F&D*). L'Inde y figure au 108^e rang, avec des résultats particulièrement mauvais à deux égards : la santé et la survie et la participation à l'économie.

Rien de très étonnant, donc, si le pays est également mal classé pour les indices concernant l'entrepreneuriat. L'Inde était 52^e sur 57 pays dans l'Indice Mastercard 2018 de l'entrepreneuriat féminin, devant l'Iran et derrière la Tunisie. L'indice tient notamment compte de l'accès aux financements, de la promotion des femmes et de la facilité de faire des affaires.

« Bien souvent, des membres de la famille exercent des pressions ou s'opposent aux projets en raison de stéréotypes sociétaux selon lesquels la principale responsabilité des femmes consiste à s'occuper de son intérieur », déclare Aparna Saraogi, cofondatrice de la Women Entrepreneurship and Empowerment (WEE) Foundation. « L'absence de systèmes de garde d'enfants est aussi un frein. »

Absence de garanties

Il existe d'autres obstacles : en Inde, les femmes disposent rarement de biens dont elles peuvent se servir pour garantir un prêt de démarrage. Elles sont en moyenne moins instruites que les hommes. Quand elles travaillent, elles gagnent moins qu'eux et occupent généralement des emplois peu qualifiés dans l'agriculture ou les services, souvent dans le secteur informel.

Les inégalités d'accès aux financements sont un obstacle majeur pour celles qui souhaitent créer leur entreprise et ont besoin d'un capital de départ, si modeste soit-il. Assurer un égal accès aux services financiers tout en promouvant l'entrepreneuriat féminin ferait augmenter le PIB et reculer le chômage, d'après une étude du FMI de 2018 intitulée « Closing Gender Gaps in India: Does Increasing Women's Access to Finance Help? ». L'Inde obtiendrait une hausse de son PIB allant jusqu'à 6,8 % en simplifiant sa réglementation du marché du travail, notamment complexe, et en relevant le niveau de qualification des femmes.

« Si nous voulons que notre économie s'accroisse régulièrement de 9 % à 10 % au cours des 30 prochaines années, nous devons créer des écosystèmes pour accompagner chaque type d'entrepreneure », explique Sairee Chahal, fondatrice de SHEROES, une plateforme communautaire qui permet aux femmes de contacter un conseiller par téléphone ou via une application.

Cette association vient en aide aux victimes de violences familiales comme Sathiya Sundari, qui vit dans l'État du Tamil Nadu, dans le Sud de l'Inde. Après avoir quitté un compagnon violent, elle s'est retrouvée sans ressources

et s'est tournée vers SHEROES. L'association l'a aidée à ouvrir son salon de beauté.

« Je ne savais pas comment m'y prendre pour gérer une entreprise, se rappelle-t-elle. SHEROES m'a fait rencontrer des formateurs, m'a guidée et a aussi organisé une campagne de financement collectif pour lancer mon activité. » La campagne lancée en 2017 a permis de récolter les fonds nécessaires en à peine six jours. Son institut lui rapporte à présent environ 8.000 roupies (113 dollars) par mois, voire 15.000 roupies pendant la saison des mariages, de décembre à mars, soit plus que le revenu médian (7.269 roupies) des ménages ruraux du Tamil Nadu.

Les inégalités en matière d'éducation font aussi partie des obstacles importants auxquels se heurtent les femmes. Le taux d'alphabétisation des Indiennes est de 64 %, contre 82 % pour les hommes. Ce n'est pas un hasard si les États où les taux d'alphabétisation des femmes sont plus élevés ont aussi un entrepreneuriat féminin plus développé. D'après le sixième recensement économique, la région qui englobe les quatre États les plus méridionaux du pays et le Maharashtra affiche un taux d'alphabétisation supérieur à la moyenne nationale et accueille plus de la moitié des petites entreprises industrielles du pays dirigées par des femmes.

Pourtant, les femmes entrepreneures sont l'objet de discriminations même au sein de l'élite urbaine instruite. C'est le cas de Meghna Saraogi, une habitante de New Delhi. Son application de mode StyleDotMe permet aux utilisateurs de télécharger des photos d'eux essayant différentes tenues et de recevoir les commentaires d'autres utilisateurs en temps réel. Elle se souvient de la période où elle recherchait des fonds pour démarrer, dans le secteur essentiellement masculin des technologies.

« Beaucoup m'ont demandé ce que deviendrait mon affaire quand je me marierais et aurais un enfant, dit-elle. Et puis il y avait ceux qui n'étaient pas sûrs qu'une entreprise avec une femme à sa tête trouverait des investisseurs. »

Elle a finalement obtenu 322.000 dollars au total, à l'issue de deux tours de table organisés par le réseau Indian Angel Network (IAN). L'an dernier, StyleDotMe a lancé mirrAR, une plateforme de réalité augmentée interactive consacrée aux bijoux.

La réussite exemplaire de Meghna Saraogi devrait être la norme, mais elle ne l'est pas. Selon Padmaja Ruparel, cofondatrice et présidente d'IAN, le portefeuille compte plus de 130 jeunes pousses, mais environ un quart seulement sont dirigées par des femmes. « Sur les 10.000 opérations que nous examinons chaque année, moins d'un tiers sont proposées par des femmes », assure-t-elle.

« Les femmes ne cherchent pas à faire évoluer les politiques ou la réglementation, elles aspirent à une meilleure représentation et un changement des mentalités », explique

Debjani Ghosh, la présidente de la National Association of Software and Services Companies. « L'Inde doit grandir et comprendre qu'il n'y a pas lieu d'avoir peur de la parité. »

Dans le secteur technologique, il semble tout de même que les choses avancent. IAN, par exemple, a vu la proportion de projets présentés par des femmes passer de 10 % il y a quatre ans à 30 %. Ghosh résume : « Les investisseurs commencent lentement à comprendre qu'il faut s'intéresser aux idées plus qu'au sexe de l'entrepreneur. »

La faible participation des femmes à la vie publique pourrait contribuer à expliquer la persistance des obstacles formels et informels. Les femmes représentaient à peine 19 % des postes ministériels et 12 % des parlementaires en janvier 2017, plaçant l'Inde au 148^e rang sur 193 pays ou territoires suivis par l'Union interparlementaire.

« Il faut un mécanisme instaurant une structure juridique efficace en faveur de l'émancipation des femmes, déclare Aparna Saraogi, de la fondation WEE. L'objectif serait qu'il corrige le fossé entre ce que le droit prescrit et ce qu'il advient réellement. »

Les connaissances et les compétences requises pour saisir sa chance font souvent défaut aux femmes, indique Chetna Sinha, la fondatrice de Mann Deshi. Pour y remédier, sa

La fondation WEE propose un programme de six mois d'accompagnement à l'entrepreneuriat pour des jeunes pousses du secteur technologique, mais pas exclusivement. D'accès gratuit, le programme est financé par le ministère indien des Sciences et Technologies et étudie des candidatures venant de tout le pays, indique Aparna Saraogi.

« Nous avons suivi plus de 500 jeunes pousses dirigées par des femmes depuis 2016 et permis à plus de 5.000 femmes d'acquérir les qualifications requises pour pouvoir gagner leur vie. »

En Inde, certains programmes de formation continuent d'avantager les hommes. Ainsi, Skill India, un programme parrainé par l'État, forme les hommes à la plomberie, la maçonnerie ou encore la soudure. Les cours destinés aux femmes se concentrent essentiellement sur la beauté, le bien-être et la cuisine, et aucun n'a pour objectif d'en faire des chefs d'entreprise.

Certaines femmes, comme Radhika Baburao Shinde, ont vu leur carrière prendre une tournure inattendue. Avec l'aide de la fondation Mann Deshi, elle a développé sa petite affaire de couture en ouvrant une boutique de vêtements. Puis elle a bénéficié d'une formation gratuite sur six jours dans un institut local de recherche agricole

Les femmes entrepreneures sont l'objet de discriminations même au sein de l'élite urbaine instruite.

La fondation propose une ligne d'assistance téléphonique aux entrepreneures et organise des programmes de parrainage. Elle a aussi créé des écoles de commerce mobiles, une banque pour les femmes et une station de radio communautaire.

« Notre programme met l'accent sur l'accès aux financements et leur gestion, indique Sinha. Nous identifions les candidates et les formons en fonction de leurs besoins. »

Rupali Shinde est une des bénéficiaires du programme. Elle a été mariée à 14 ans à un homme dont la famille possédait une petite affaire de maroquinerie qui leur rapportait 56 dollars par mois, à peine de quoi envoyer leurs deux enfants à l'école. Pour développer l'entreprise familiale, Rupali a emprunté 1.405 dollars à la banque Mann Deshi, mais n'avait pas les compétences nécessaires pour faire aboutir son projet. Des conseillers de la banque l'ont encouragée à suivre des cours de commerce pendant un an.

« Je me suis initiée à la finance et au numérique et ils m'ont aidée à trouver des solutions pratiques », explique-t-elle. Aujourd'hui, elle a cinq employées et le revenu familial s'élève à 281 dollars par mois, de quoi inscrire sa fille dans une formation d'ingénierie.

pour s'initier à l'élevage, sur les conseils de la fondation Mann Deshi, qui pensait qu'elle pourrait ainsi améliorer ses revenus.

« À mon retour de formation, j'ai commencé à aller voir mes voisins pour contrôler leurs chèvres et leur parler d'insémination artificielle, d'échographies. J'ai inséminé 100 chèvres gratuitement et, quand des chevreaux en bonne santé sont venus au monde, les gens ont commencé à me faire confiance. Et les villages des environs m'ont contactée aussi. » Aujourd'hui, elle gagne près de 8.000 roupies par mois et espère économiser assez pour envoyer sa fille de 16 ans à l'université.

Les entrepreneures comme Shinde ouvrent la voie à la prochaine génération de femmes. Elles font en sorte que leurs filles obtiennent les qualifications voulues pour créer leur propre entreprise, mais elles sont aussi un modèle pour la collectivité dans son ensemble, portant l'espoir d'un avenir meilleur pour les femmes indiennes. **FD**

ASHLIN MATHEW est directeur de l'information du *National Herald* à New Delhi.